Plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) : aide de l'Etat

Par décret n°2003-681 du 24/07/2003 publié au Journal officiel du 26/07/2003, l'Etat annonce la prise en charge , « dans la limite de 50 % » , des coûts de conseil externe supportés par les entreprises.

Prévue par l'article 95 de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, l'aide au conseil aux entreprises pour l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) est précisée :

- l'aide est mise en œuvre sur la base d'une convention conclue entre plusieurs entreprises (ou une seule entreprise de 250 salariés au plus) et le préfet (de département ou de région, selon les cas),
- préalablement à la conclusion de la convention et à la conception du plan de GPEC, la demande adressée à l'administration doit apporter des précisions sur les motifs, la problématique et les effets attendus de sa démarche de gestion prévisionnelle (au regard de l'organisation du travail, de l'évolution des compétences, de la gestion de la pyramide des âges...),
- l'Etat peut prendre en charge jusqu'à 50 % des coûts de conseil externe liés à la conception et à l'élaboration des plans de gestion prévisionnelle dans la limite de 12 500 € (ou 15 000 € si la convention est conclue avec une seule entreprise),
- les représentants du personnel (comité d'entreprise ou délégués du personnel) sont consultés sur la conclusion de la convention avec l'Etat, ainsi que sur le contenu et les modalités de mise en œuvre du plan de GPEC.

A noter également que des conventions peuvent être conclues entre l'Etat et des organismes professionnels et interprofessionnels, dont l'objet est la sensibilisation des entreprises à la GPEC. Les actions organisées dans le cadre de ces conventions (information, communication, animation, capitalisation, diffusion) peuvent être prises en charge à hauteur de 70 % par l'Etat.